Date: 22/11/2006
OJD: N.C.
Page: 3
Edition:(FRA)
Suppl.:
Rubrique:

Le Canard enchaîné
Journal satirique paraissant le mercredi

Le laboratoire sécuritaire des écoles d'Orléans

SARKO et le syndicat des commissaires favorable au repérage des enfants à risque dès la crèche en rêvaient, la municipalité (UMP) d'Orléans l'a fait. Depuis 2001, cette ville est devenue le laboratoire de l'UMP pour les techniques de surveillance de la racaille en culottes courtes. Aux manettes, l'adjoint à la sécurité, Florent Montillot, un fana en la matière. A l'heure du nouveau projet de loi sur la délinquance, l'expérience grandeur nature de l'équipe d'Orléans vaut le détour.

La descente des "blousons rouges"

Une fois par trimestre, dans l'intention de détecter d'éventuels *« troubles de conduite »*, l'adjoint convoque à huis clos une dizaine de responsables pour une *« veille éducative »* sur les mauvais sujets en herbe. Jusque-là, rien à dire. Le principe de ces réunions n'est pas nouveau : il a été lancé par le gouvernement Jospin dans le cadre de la lutte contre l'exclusion. Il s'agissait alors d'aider les gamins en échec scolaire. Mais, depuis l'arrivée du maire UMP et de ce « spécialiste », les rencontres ont pris une autre tonalité. On piste et on dépiste. Représentants de l'Education nationale, mais aussi policiers et agents municipaux sont fermement invités par l'adjoint à dresser la liste des enfants à problème. L'élu a beau jurer au « Canard » que *« c'est de la vraie prévention »*, et que ces réunions *« permettent d'accompagner les familles »*, les enseignants, surtout ceux du primaire, parlent d'un *« détournement de mission pédagogique »*.

Pour contourner ces états d'âme, Montillot s'appuie sur les rapports rédigés par les agents municipaux chargés de la cantine ou de l'étude. Outre 16 collégiens, 5 enfants de maternelle et du primaire ont ainsi été repérés. Pour enquêter sur les cas difficiles, on envoie ceux que les habitants d'Orléans appellent les « blousons rouges ». Sous le règne du socialiste Jean-Pierre Sueur, ces 40 agents de médiation jouaient les grands frères. La droite, en 2001, les a reconvertis en auxiliaires de police qui sillonnent les cités pour, entre autres, chapitrer les familles dont les enfants ont été fichés.

Exemple, ces deux « agités » du quartier de la Source, dont le plus jeune a 5 ans. Montillot, qui avait proposé leur placement en institution ou dans des familles d'accueil, n'a pas obtenu gain de cause. Sur d'autres dossiers, en revanche, il a donné la mesure de son talent. Ainsi à l'école Gutenberg, dans une autre zone difficile, l'Argonne. Un jour, les « blousons rouges » déboulent : *« On fait une enquête. C'est vrai que ces gamins ont des problèmes d'absentéisme ? »* L'enseignant les fout dehors. Ce qui n'empêche pas les fouineurs de pondre un rapport. Au cours de l'été, la mère (le père est en prison) est expulsée de chez elle et les fistons placés et changés d'école ! *« Sous couvert de s'en occuper, on a fait n'importe quoi »*, s'énerve l'instit'. Une collègue confirme : *« Personne ne conteste la nécessité d'avoir un contact avec ces parents à la dérive. Mais les "blousons rouges", pas formés pour ça, sermonnent de façon frontale. Les familles qui se sentent montrées du doigt se braquent. C'est totalement contre-productif. »*

Quand on ne tombe pas dans le rustique. Cette même instit' de cours préparatoire, dont les élèves ont 6 ans, a viré des « blousons rouges » qui cherchaient, sans plus de précision, *« un enfant arabe »*. Au moment où le sécuritaire d'Orléans déploie son talent, l'Inserm, qui avait prôné le repérage des délinquants dès la crèche, fait marche arrière : *« Ce sont des domaines où le biologique et le social se mêlent de façon inextricable »*, ont expliqué les toubibs. Sans blague !

Brigitte Rossigneux

Tous droits de reproduction réservés